



La transition énergétique et ses opportunités

Interviennent lors de cette séance :

- Gilles BERHAULT, Président du comité de programmation de Solutions COP 21, Président du Comité 21 et Vice-Président de l'Association Communication Information DD (ACIDD) ;
- Serge BURTIN, Directeur Dalkia Méditerranée ;
- Jan-Erik STARLANDER, Chargé de mission RSE et énergie CCI France.

Cet atelier est animé par Patricia CORTIJO, du Cabinet Utopies.

I. Le climat et la transition énergétique : des sujets d'actualité

Gilles BERHAULT insiste sur l'actualité des problématiques liées au climat et à la transition énergétique, la France accueillant la 21^{ème} Conférence mondiale sur le Climat. Le Protocole de Kyoto de 1997, reposant sur un engagement volontaire, n'a pas été signé par tous les pays. Si aucun accord n'est trouvé cette année, le Monde n'aura plus de protocole relatif au Climat. Le processus de Durban arrivant à sa fin, c'est bien à Paris, en 2015, que les décisions devront être prises. 195 pays vont négocier. L'Europe prendra position pour les pays européens. Il est nécessaire que le texte élaboré s'avère suffisamment contraignant. Les pays doivent prendre des engagements. Un des volets du COP 21, l'agenda positif, porte sur les modalités concrètes de mises en œuvre. Le Comité 21, regroupant 465 entreprises, collectivités et institutions, a décidé de se mettre au service de les faire connaître par le biais du dispositif Solutions COP 21. Chacun est invité à poster ses solutions sur un hub Internet. Pendant la COP, le Grand Palais donnera à voir la société post-carbone. Il est important que les citoyens aient envie de vivre l'avenir.

Gilles BERHAULT est conscient que la situation actuelle est compliquée mais il demeure optimiste. L'information des citoyens, notamment celle des jeunes qui se perçoivent comme une communauté mondiale, peut faire changer les choses. Les dix ans à venir seront cruciaux. La France, qui a instauré le Climat comme grande cause nationale, doit poursuivre son engagement. Une dynamique nouvelle se met en place.

II. Efficacité énergétique et réseaux de chaleur : le témoignage de Dalkia

Serge BURTIN assure que la loi sur la transition énergétique, actuellement en examen, accélère les projets, notamment sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments, avec la définition de cibles de performance et de chaînes d'actions. La sensibilisation des usagers est un critère important, attendu que leur comportement impacte la performance entre 20 et 30 %. Le numérique permet un pilotage à distance des installations. De plus en plus de collectivités souscrivent des contrats de performance énergétique. Sur le plan des bâtiments, le frein majeur est lié à la rénovation de ceux déjà existants qui requièrent souvent des travaux lourds, avec des financements insuffisants.

Le second sujet d'actualité correspond au développement des énergies renouvelables. Les réseaux de chaleur séduisent de plus en plus les clients. Dalkia gère environ 300 réseaux sur les 500 recensés en France. Ceux-ci apportent une vraie réponse, ancrée dans les territoires, à la mise en œuvre des énergies renouvelables à grande échelle. Ainsi, à Marseille, la mer constitue une magnifique opportunité qui doit être exploitée.

Serge BURTIN insiste sur la nécessité de définir clairement la compétence énergétique au sein des collectivités afin que celles-ci puissent porter des projets structurants comme les réseaux de chaleur.

III. Les enjeux de la transition énergétique pour les entreprises avec la CCI France

Jan-Erik STARLANDER rappelle que le premier enjeu de la transition énergétique pour les PME consiste à améliorer leur performance énergétique. Le projet de loi sur la transition énergétique vise à une réduction de la consommation finale de 50 % en 2050 par rapport à 2012. La digitalisation ou encore les compteurs intelligents apportent des solutions mais des actions simples restent à mettre en œuvre dans les entreprises (connaissance de son profil énergétique, suivi des consommations...). Un management de l'énergie pertinent permet de réduire de 5 à 22 % la consommation.

Les entreprises doivent gérer l'ouverture du marché de l'énergie qui s'accélère, avec la fin des tarifs réglementés. Un cadre lisible et stabilisé doit s'imposer pour les énergies renouvelables. Sur ce sujet, le projet de loi semble aller dans le bon sens.

IV. Débat avec la salle

En réponse à une question portant sur l'intérêt des normes, Serge BURTIN répond que les certifications, si elles ne sont pas une fin en soi, constituent une manière de mobiliser tous les acteurs de la chaîne.

Jan-Erik STARLANDER évoque le programme européen STEEEP, par lequel les CCI accompagnent 600 PME dont 160 en France à la mise en place d'un système de management, sans pour autant se caler sur la norme ISO 14 001. Les normes constituent un cadre utile, une étape naturelle lorsque les étapes précédentes ont été franchies, mais elles ne sont pas une fin en soi.

Serge BURTIN souligne la nécessité de bien connaître « le quotidien d'un bâtiment » pour apprécier sa performance énergétique.

Jan-Erik STARLANDER explique qu'il est nécessaire d'apporter de la conscience aux citoyens en leur diffusant une information homogène, transverse et cohérente. La région PACA a su développer un concept RSE dont il convient de faire la promotion.

Jan-Erik STARLANDER remarque que le démarrage des démarches RSE est le plus souvent lié à une conviction personnelle du chef d'entreprise. La première porte d'entrée reste souvent le volet économique, notamment la pérennité de l'entreprise.

En réponse à une question, Serge BURTIN confirme que l'innovation dans le domaine de la RSE demeure possible. Les entreprises doivent s'attacher à saisir toutes les opportunités technologiques.

Jan-Erik STARLANDER ajoute que l'arrivée des compteurs intelligents constituera un tournant, engendrant d'autres innovations telles que les Smart Grids.